

Les opposants détenus font face à de nouvelles accusations de « terrorisme »

Les bonnes nouvelles occasionnelles en provenance du Kazakhstan sont tempérées par une vague de mauvaises nouvelles, car le régime autocratique de Nazarbaev continue ses attaques contre l'opposition qui lutte pour les droits sociaux, démocratiques et politiques. La seule bonne nouvelle cette semaine, c'est qu'Aïdos Sadykov, journaliste d'opposition et syndicaliste indépendant, qui a déjà passé 3 ans en prison, va être amnistié. Cela après un refus de le libérer en décembre 2011 ; et c'est seulement une petite victoire puisque Sadykov devait de toute façon être délivré en juillet.

Mais au Mangistau, une audience au tribunal des grévistes arrêtés et de leurs partisans a commencé ignominieusement. Trente-sept grévistes et partisans sont accusés de crimes tels que l'émeute, l'organisation d'émeutes, l'usage d'armes et la résistance aux autorités. Presque tous les accusés risquent des peines allant jusqu'à 10 ans. Cela fait suite aux événements de Zhanaozen, dans l'Ouest du Kazakhstan, en décembre dernier, quand la police et les troupes anti-émeute ont ouvert le feu sur les manifestants désarmés, après sept mois de grève des travailleurs du pétrole.

Pour dégoûter les habitants de Zhanaozen, le procès a eu lieu à 150 km, à Aktau. Malgré cela, la salle du tribunal était pleine à craquer, tant les partisans et les familles des accusés tenaient à assister au procès. Plusieurs centaines sont restés dehors, ce qui les a incités à aller protester devant le bâtiment du Gouvernement de la Ville pour exiger une salle plus grande pour le procès. Lorsque les accusés ont été amenés devant la cour menottés et placés dans une cage de verre, les spectateurs ont éclaté en applaudissements. Beaucoup des familles présentes n'avaient pas vu les accusés depuis presque 3 mois.

Les journalistes et les militants des Droits de l'Homme interdits d'entrée

Le juge a donné le ton de cette mascarade dès le début en interdisant aux journalistes d'enregistrer la procédure et en interdisant aux militants des droits de l'Homme d'entrer dans la salle. Il a annoncé qu'aucun membre de la police ou de l'équipe d'investigation ne serait cité à comparaître. Il a dit que les preuves seraient présentées uniquement sous forme écrite, ce qui enlèvera aux accusés le droit de contre-interroger la police.

Ceci est considérable car les preuves présentées dans un dossier de 300 pages reposent presque exclusivement sur les déclarations de la police et du procureur. Presque personne, à part quelques travailleurs anti-grève, n'a fait de témoignage indépendant. Une étude des documents indique que les charges contre les travailleurs sont basées sur des « preuves » extrêmement minces. Par exemple, concernant les déclarations contre Rosa Tuletaeva, une des dirigeantes de la grève, les enquêteurs disent qu'un tweet envoyé par Rosa le 15 décembre qui disait : « Ils montent des yourtes sur la place, l'Akim [maire de la ville] menace les grévistes », était un appel « à organiser un désordre massif ». Un autre tweet qui disait « Oh Allah, donne la force à mon peuple », a été interprété par le tribunal comme un vœu de s'assurer que l'acte criminel planifié se déroulerait comme prévu !

Mais l'opinion publique est du côté des accusés. Au début de l'affaire judiciaire, 30 entreprises locales ont annoncé qu'elles ne voulaient pas réclamer la moindre compensation de la part des accusés pour les dommages causés à leurs biens par les feux et les désordres du 16 décembre. Elles ont exprimé des doutes sur la culpabilité des accusés. Plusieurs entrepreneurs locaux ont déclaré qu'ils ont été forcés par les autorités à placer leurs kiosques et leurs yourtes (tentes traditionnelles pour le commerce) à certains endroits le 16 décembre et que les autorités ont promis qu'ils seraient dédommagés si ces structures étaient détruites. Les seules organisations qui n'ont pas retiré leurs réclamations sont liées à l'Etat ou à l'employeur. Elles comprennent la banque BTA, qui auparavant appartenait à l'oligarque opposant Ablyazov.

Les gens ne croient pas aux déclarations du régime

Si certains de ces propriétaires d'entreprises ont, à leur crédit, mis les vies avant leurs profits, ils sont aussi sous une forte pression de la part du reste de la population. Beaucoup de gens ne croient pas aux affirmations du régime selon lesquelles les grévistes étaient des émeutiers. Ils savent qu'il y a beaucoup de témoins qui ont vu comment la police et les provocateurs ont en fait été les instigateurs de la violence l'année dernière, et non pas les travailleurs et leurs familles.

Malheureusement, à la veille du procès, Natalia Sokolova, l'ancienne avocate des travailleurs du pétrole, qui a passé 7 mois en prison après avoir été condamnée à 7 ans pour « incitation aux désordres sociaux », s'est retournée contre les travailleurs. Sokolova est apparue à la télévision, clairement suite à un accord avec l'Etat, pour annoncer qu'elle avait eu tort de soutenir la grève, était coupable d'incitation au désordre social et qu'elle avait été libérée grâce à la « justice » du système judiciaire du Kazakhstan ! Ayant apparemment passé un accord avec les autorités pour obtenir sa relaxation, Sokolova a permis qu'on l'utilise contre tous les travailleurs et grévistes qui sont en ce moment en procès. En faisant cela, Sokolova a montré non pas que le système judiciaire du Kazakhstan est « juste », mais au contraire, une fois de plus, que les peines de prisons ne dépendent pas du fait qu'un crime ait été commis mais du fait que la personne condamnée soit « pour » ou « contre » le régime.

A présent, une enquête est faite sur les travailleurs de KazakhMys au centre du Kazakhstan, qui ont menacé de se mettre en grève la semaine dernière, jusqu'à ce que l'entreprise accepte d'augmenter leurs salaires de 25%. Ils sont menacés d'être accusés des mêmes charges que ceux de Zhanaozen.

Le régime du Kazakhstan est préparé à aller très loin pour obtenir les résultats qu'ils veulent. Si le régime de Nazarbaev s'en sort avec ces procès falsifiés, les personnalités de l'opposition détenues en ce moment vont certainement subir de nouveaux procès. Non seulement ils sont accusés d'inciter au conflit social, mais il a été annoncé que certains seront chargés de « terrorisme », une allégation très sérieuse.

Tout cela montre que la campagne internationale contre le régime répressif de Nazarbaev doit continuer!